

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Résumés

Number 3 (43), Spring 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1035000ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1035000ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1980). Résumés. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (3), 165–175.

<https://doi.org/10.7202/1035000ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Résumés,

L'éducation populaire en France témoin de deux traditions (Jean-François Rodary)

L'éducation populaire évoque en France quantité d'activités diverses et même disparates qui ont cependant en commun de vouloir permettre au plus grand nombre, au peuple, l'accès à la culture, au savoir, à la maîtrise de son avenir.

Ni totale dispersion, ni monolithisme idéologique, mais enchevêtrement historique de deux traditions, telle paraît être la perception la plus réaliste de l'histoire de l'éducation populaire. La première, « tradition républicaine » est plus orientée vers des objectifs de société et accorde la prééminence au savoir, à la production, au progrès pour libérer l'individu. La seconde, « tradition communautaire » est attachée au développement de la personne, à son autonomie, à sa liberté et soumet les processus éducatifs à ces valeurs. Chacune de ces traditions est bien sûr supportée par des institutions, des associations, des débats propres. Elles s'influencent réciproquement au point de rendre leur différenciation parfois difficile.

La notion de « formation permanente », et son support législatif récent, semble reléguer actuellement l'éducation populaire à la marge du système. Mais l'histoire montre que l'éducation populaire ambitionne plus qu'une formation générale collective et c'est là une des raisons pour laquelle elle est « populaire ».

Éducation populaire et pédagogie militante (Colette Humbert, Jean Merlo)

Toute éducation populaire n'est pas *ipso facto* libératrice des masses dominées et ne concourt pas à leur conscientisation.

Les conditions principales à réunir pour atteindre un tel objectif sont :

— de mieux définir ce que sont les « masses populaires » aux niveaux économique, politique et idéologico-culturel pour préciser le contenu et la méthode d'une éducation libératrice : construction d'un nouveau savoir social à partir du vécu et des

conditions de vie des masses populaires, savoir mis en rapport avec ce qui se passe à l'échelle nationale et internationale ;

— de préciser le type de militants qui vont devenir animateurs-formateurs d'éducation populaire, leurs liens avec les organisations de lutte et leurs statuts face aux masses populaires ;

— de développer la confrontation et la critique entre les divers organismes de formation qui poursuivent des objectifs de pédagogie militante, afin de s'interroger réciproquement sur les discours idéologiques, les stratégies à long terme, les modalités d'action des uns et des autres en vue de parvenir à une plus grande efficacité dans la poursuite des objectifs d'une « authentique éducation populaire ».

Les maisons familiales rurales (Pierre Idiart)

Créées en 1935, dans le milieu rural français, les MFR ont réinventé une méthode d'éducation populaire très semblable à celle qui a suscité le « Réveil scandinave » au XIXe siècle. Luttant contre l'exode rural, indépendantes de l'État et de l'Église avec qui elles collaborent, les MFR se veulent autre chose qu'une école. Elle utilisent avec les jeunes, dès l'âge de 14 ans, des méthodes pédagogiques pour adultes, qui préfigurent ce que donneront la « formation permanente » et « l'enseignement programmé ». Le cadre de cette pédagogie est l'Alternance : 18 semaines de classe par an, mais l'essentiel de la formation est continu, hors de l'école. L'outil pédagogique est le Cahier d'exploitation : une monographie de la ferme où il vit et travaille, que le jeune rédige et discute avec son père, ses camarades, ses maîtres, pendant trois ans. L'exercice principal est l'Atelier : très tôt le jeune assume toute la responsabilité d'une culture ou d'un élevage, où il expérimente et innove, jusqu'à s'y procurer l'indépendance économique qui lui permet de préparer son installation de chef d'entreprise agricole. Le concept central de cette pédagogie est la Praxis, qui érige la pratique la plus traditionnelle en source de réflexion théorique et la méthode expérimentale.

District socio-éducatif et action collective de formation (Paul Demunter)

Une expérience originale de formation se développe dans la région de Charleroi (Belgique) qui est articulée autour de la problématique du « district socio-éducatif » en vue d'une « action collective de formation ».

Le district est défini à la fois comme une structure, un lieu, une problématique et une pratique, poursuivant trois objectifs essentiels, susceptibles de contrer les lacunes du système éducatif : promouvoir l'articulation des ressources éducatives, sociales et culturelles au sein de communautés déterminées ; égaliser les chances en répartissant les moyens selon un principe de discrimination positive ; accroître la participation de la population à la gestion et à la production des ressources éducatives et culturelles.

À Charleroi on poursuit, dans le cadre d'un projet de recherche-action une double démarche : par le « haut », qui vise à impliquer les responsables d'organisations et d'institutions dans la problématique du district, et surtout par le « bas » qui s'incarne dans l'action collective de formation, par la constitution progressive de groupes de formation centrés sur les problèmes vécus plutôt que sur un corps préétabli de connaissances, par un processus d'entrevues qui ont fourni le matériel de base à quatre commissions de travail axées sur les problèmes de la formation et de l'emploi dans la région.

Éducation des adultes en milieu ouvrier : **l'Université ouvrière de Genève** (Pier-Angelo Neri)

L'Université ouvrière de Genève a été créée au début du siècle par des syndicalistes, des intellectuels progressistes pour « intéresser les milieux ouvriers à la culture ». Principalement financées par l'État et la Ville de Genève, les activités de l'UOG s'adressent plus particulièrement aux couches sociales défavorisées et comprennent aussi bien des cours de formation syndicale que des cours d'alphabétisation et de français pour les travailleurs immigrés que des activités culturelles variées.

L'auteur souligne l'absence de véritable politique de formation des travailleurs en Suisse qui, dans le contexte de la « paix sociale » conclue entre les organisations syndicales et patronales, rend à la fois originales mais limitées les initiatives de l'UOG, si l'on pense que la formation peut être un des éléments moteurs des luttes ouvrières.

Le Mouvement populaire des familles et l'école (XXX)

Le MPF regroupe des familles ou des personnes issues du milieu populaire qui tentent de prendre leur place dans une société en transformation. Le MPF a publié de nombreuses études et analyses qui sont le fruit des débats que poursuivent ses membres, qu'il s'agisse d'assurance-maladie, de logement, des conditions de vie des salariés ou de l'école.

Sur ce dernier thème, le Mouvement s'est mobilisé au cours

des années récentes dans un vaste processus de consultation et d'enquête parmi les membres et par eux, qui a abouti à la publication d'un dossier : *L'école en question*. Au cours de cette démarche des parents ont commencé à oser parler collectivement de l'école et à penser que c'était peut-être l'école, et non pas leurs enfants, qui ne fonctionnait pas. L'impact de cette démarche est considérable tant pour les membres que pour les institutions scolaires en Suisse romande. L'article décrit cette démarche d'enquête et de conscientisation.

Une expérience d'animation populaire par le livre : **Les Éditions d'en bas** (Michel Glardon)

Les Éditions d'en bas veulent permettre la reconquête par les milieux populaires de leur histoire collective et l'affirmation de leur identité. Elles visent également à faire connaître la condition de travailleurs immigrés, de femmes en lutte pour la défense de leurs droits, de jeunes délinquants ou toxicomanes, mais aussi d'éducateurs spécialisés confrontés à la rigidité des normes sociales ou institutionnelles.

L'article décrit le travail, les objectifs, les problèmes de fonctionnement et l'impact politique de cette forme d'éducation populaire que sont les Éditions d'en bas.

Du progrès et de la controverse en Grande-Bretagne (Brian Groombridge)

L'auteur présente un débat dans lequel lui et Sir Kenneth Berrill, président d'un conseil privé (Think Tank) étroitement lié au gouvernement discutent des priorités pour l'éducation des adultes. Tandis que Sir Kenneth défend la position selon laquelle les priorités gouvernementales doivent s'orienter vers des programmes de recyclage de main-d'oeuvre, B. Groombridge, quant à lui, défend une politique d'éducation plus vaste qui peut répondre à des besoins sociaux autres que ceux exigés par le marché du travail.

Ressources universitaires et travailleurs syndiqués : **l'expérience d'un programme conjoint université-syndicat** (Michel Lizée)

L'article décrit un programme de formation et de recherche mené conjointement par l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Après avoir expliqué les origines du projet, l'auteur décrit les principales caractéristiques de ce programme, lequel repose sur une adaptation des ressources universitaires aux besoins de recherche ou de formation du mouvement syndical, dans le cadre de démarches initiées et contrôlées par lui. Par la suite, l'auteur analyse certains acquis et difficultés de ce programme : des activités de formation qui respectent la démarche syndicale mais un problème pédagogique d'adaptation des ressources universitaires, des activités de recherche orientées originales et

utiles mais dont la diffusion dans certains cas demeure insuffisante, la reconnaissance graduelle mais lente de la nécessité, de la légitimité et de la spécificité de l'intervention universitaire en promotion collective.

La formation syndicale à la Fédération des travailleurs du Québec (Michel Blondin)

La formation syndicale à la principale centrale syndicale du Québec est faite par les travailleurs eux-mêmes. C'est là son originalité. La formation est étroitement liée à l'action syndicale; elle vise la promotion collective des travailleurs; elle est prise en charge et contrôlée par eux; elle utilise abondamment l'expérience et les connaissances concrètes des travailleurs; elle vise une large couche de militants syndicaux de base plutôt qu'une formation centrée sur peu de personnes mais très approfondie; elle mise sur l'expérience en vue d'engendrer une mobilisation et une implication des travailleurs.

L'article donne des précisions sur les caractéristiques de cette formation, exemples à l'appui.

Formation syndicale et université (Julie Fernandez)

L'article décrit les difficiles rapports entre l'Université et les organisations syndicales. Après plusieurs démarches de connaissance mutuelle et de rapprochement, une « entente » a pu être signée entre la Faculté d'éducation permanente (FEP) de l'Université de Montréal et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). La description détaillée de cette entente, de ses principales caractéristiques, ainsi qu'une brève évaluation des premiers mois d'application de cette entente complètent l'article.

Du côté des retraités et des travailleurs âgés en lutte (Michel Thiénot)

« La majorité des Québécois et Québécoises de 65 ans et plus vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté en ayant comme principal revenu les rentes publiques... les personnes âgées sont les plus touchées par la crise du logement, 94 % vivent à domicile, 85 % habitent les villes, majoritairement comme locataires... la très grande majorité ne peut faire face aux coûts exorbitants des loyers, de l'entretien, des taxes, manque de services à domicile... » Telle sont quelques-unes des plus frappantes constatations de deux manifestes écrits par des collectifs de personnes âgées dénonçant leur situation au Québec.

Le manifeste sur *La situation économique des retraités* et le manifeste *Vieillir chez soi* ont été préparés, écrits et lancés publiquement entre 1977 et 1979. Ce processus d'autoconscientisation et de mobilisation de groupes locaux de retraités, pré-retraités a débouché sur la création d'une Association

québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (AQDR). Enclenché par une entente entre une association de quartier et un service de promotion collective d'une faculté universitaire, ce mouvement a été appuyé en cours de route, et continue de l'être, par des équipes d'intervention employées dans des institutions.

Si « les vieux » sont traités au plan institutionnel, de façon dominante, sur un mode technocratique mis en place dans les vingt dernières années dans l'ensemble du Canada il y a aussi moyen d'utiliser des ressources institutionnelles pour soutenir des groupes de retraités ou de travailleurs orientés sur la défense et la promotion de leurs droits et intérêts collectifs.

Pédagogie militante : un regard sur deux démarches en éducation populaire (Monique Ouellette)

Sur la base de son expérience et d'observations faites dans le cadre de sessions de formation syndicales et de groupes populaires, l'auteur constate que beaucoup de formateurs — de formation universitaire surtout — voient certes clairement l'aspect politique du contenu de l'éducation qu'ils font, mais sont plus rarement critiques pour ce qui est de l'aspect politique de leur pédagogie. Pourtant la relation de pouvoir qui existe entre un formateur et des participants est une relation politique et traduit dans le concret une vision des rapports sociaux qui peut être cohérente ou non avec les objectifs et le contenu du travail d'éducation.

À partir de cette constatation, l'auteur distingue deux grands types de démarche éducative. La première est « verticale », fondant une relation d'autorité entre le formateur et les formés; la seconde est « horizontale », essentiellement collective, et les participants sont les acteurs de leur propre formation. Les implications pédagogiques et politiques de chacune de ces démarches sont analysées ici.

Le point sur l'alphabétisation au Québec (Jean-Paul Hauteceur)

Dans cet article, l'auteur dresse un véritable bilan historique et critique des activités d'alphabétisation au Québec. Initiatives privées puis gouvernementales ont progressivement institutionnalisé le « problème » de l'analphabétisme puis les interventions réductrices de ce phénomène désormais défini comme « problème ».

Après avoir situé les principaux projets et programmes qui ont été développés au cours de la dernière décennie, caractérisé statistiquement la population analphabète, identifié les diverses formes de services d'alphabétisation développés en fonction de la diversité des populations et des milieux institutionnels, l'auteur s'interroge sur la performance de ces interventions. Et il conclut que les résultats sont bien maigres sinon dérisoires.

Mais alors, pourquoi s'acharner à alphabétiser? L'efficacité de l'alphabétisation, au-delà de son échec, ne serait-elle pas à rechercher dans l'effet accru de dépendance à la langue et à son

pouvoir qui réalise le plus fort consensus qu'un État puisse espérer ?

L'alphabétisation à Pointe-St-Charles (Montréal) (Serge Wagner et Micheline Laperrrière)

Au sein du quartier ouvrier de Pointe-St-Charles à Montréal, le Carrefour d'éducation populaire, organisme mis sur pied et contrôlé par les citoyens, a organisé au cours des douze dernières années diverses sessions d'alphabétisation.

L'article évoque les principales étapes qui ont structuré la réflexion pratique et théorique, pédagogique et politique de cette importante expérience d'alphabétisation au Québec.

Dans sa dernière partie (1978) l'article rapporte de façon détaillée la méthodologie d'intervention utilisée et en dresse le bilan.

L'alphabétisation : charité ou droit politique ? (Literacy Working Group, Toronto)

Si le but poursuivi par l'alphabétisation est un but de libération et d'épanouissement intégral de la personne, il est évident que le simple apprentissage de la lecture et de l'écriture ne suffit pas : il faut que les bénéficiaires de l'alphabétisation deviennent plus conscients des problèmes de la société dans laquelle ils vivent et de la manière de résoudre ces problèmes en prenant eux-mêmes une part active à leur solution.

Dans la mesure où l'on perçoit l'alphabétisation comme un geste politique et comme un droit fondamental, il n'est plus possible d'envisager celle-ci du seul point de vue technique et méthodologique : il faut s'interroger sur le contenu qu'elle véhicule. Enseigner à lire et à écrire n'est jamais une entreprise « innocente ».

L'article analyse les principales caractéristiques des manuels d'alphabétisation en usage au Canada anglais et l'image d'une réalité statique, unidimensionnelle et individualiste qu'ils renvoient. La société qu'ils décrivent ignore les conflits et sacralise l'autorité. Le Literacy Working Group de Toronto décrit les méthodes et les instruments qu'il s'est donnés pour mettre sur pied un programme d'alphabétisation centré sur les besoins de la communauté, de ses conditions de vie et de travail.

Sedengal : connaître pour transformer (Miguel Darcy de Oliveira)

Sedengal est un village de Guinée-Bissau. Dans ce pays, 90 % de la population adulte est analphabète et l'urgence d'un programme d'alphabétisation a toujours figuré comme un des objectifs prioritaires dans le programme politique du « parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert ».

Le programme d'alphabétisation repose sur cette prémisse de départ : celle-ci n'a de sens que là où elle devient un outil de travail dans la vie quotidienne lui permettant ainsi de développer la connaissance de sa réalité environnante et de s'organiser pour la transformer, i.e., améliorer sa production et

satisfaire ses besoins collectifs de base. L'alphabétisation s'articule ainsi avec le développement rural et l'éducation sanitaire, aussi bien qu'avec le travail des organisations politiques de masses, telles celles de la jeunesse, des travailleurs et des femmes.

L'article décrit l'application de ces principes dans le village de Sedengal où les paysans sont les acteurs d'un processus de formation dans lequel la lecture et l'écriture de la réalité contribuent à transformer la vie quotidienne de toute la communauté.

De la croissance duale à l'expérimentation sociale (François Dalbert)

La crise économique va durer, le chômage persister : un rapport officiel du gouvernement français le reconnaît. Cette situation explique la multiplication des recherches qui tendent à définir, à travers de nouveaux modes de répartition du travail un compromis social compatible avec une intégration compétitive dans la division internationale du travail. Puisqu'il n'est pas question d'une baisse massive de la durée du travail, on est conduit à inventer des formules qui combinent la recherche de la rentabilité maximum dans le secteur exposé à la concurrence internationale avec l'aménagement de vastes parkings à chômeurs de types divers.

C'est pourquoi les promoteurs d'une « société duale » tentent de faire coexister deux secteurs contradictoires, favorisent l'« expérimentation sociale » comme source alternative d'occupation, comme embryon d'une « nouvelle société ».

Si le « dualisme » est socialement inacceptable, à quelles conditions peut-on participer à l'expérimentation sociale à laquelle l'ampleur de la crise va contraindre bon nombre de travailleurs ?

Summaries,

Two Traditions of Popular Education in France

(Jean-François Rodary)

Popular education in France covers a wide range of diversified activities which sometimes seem to have little in common other than the goal of promoting the access to culture and knowledge for the majority in such a way as to increase the control they have over their own lives.

The most realistic overview of the history of popular education would seem to show neither total incoherence nor monolithic ideological unity, but rather the constant intertwining of two relatively distinct traditions. The first stems from the "republican" tradition and is more oriented toward social objectives. It emphasizes the importance of knowledge, productivity and progress as conditions for greater freedom for individuals. The second stems from the "community" tradition and is more concerned about personal development and the autonomy and freedom of individuals. Each of these traditions has its own institutions, factions and internal debates but they also influence each other in such a way as to make clear distinction difficult in some cases.

The notion of "continuing education" which has received legislative support recently might seem to marginalise popular education but history shows that popular education seeks more than a general education of the masses. The education of people is not the same as people's education.

Popular Education and Militant Pedagogy

(Colette Humbert, Jean Merlo)

All popular education is not automatically liberating and does not necessarily increase the consciousness of the oppressed.

The conditions necessary to reach such an objective are :

— To more carefully define what we mean by the "oppressed masses" in economic, political, cultural and ideological terms in order to be able to clarify the content and method of a truly liberating educational process. This process must be based on a new social knowledge that springs from the daily life of the masses but at the same time in close interaction with what is happening nationally and internationally.

— to clarify the type of militants that will become the new leaders of popular education. The relations with their organizations and the masses must be scrutinized.

— to encourage confrontation and criticism amongst the various organisations that are presently engaged in militant pedagogy in order to examine our ideological frameworks, our longterm strategies and the modalities of our actions. In this way, we can hope to become more effective in our attempts to build an "authentic popular education".

Rural Family Houses

(Pierre Idiart)

Founded in 1935 in rural France, the Rural Family Houses reinvented a method of popular education similar to the one that inspired the "Scandinavian Revival" of the nineteenth century. Working in collaboration with but independently of the Church and the State, the RFH sought to stem the tide of rural migration toward the cities. The RFH are not schools as such. However they use adult-education methods with adolescents of fourteen years and over and in many ways their work prefigures the modern methods of continuing education and programme-teaching. This method emphasises "Alternation". Eighteen weeks of classes a year in constant interaction with the more important part of the learning tool is the Work-Book in which the student does a monograph on the farm where he works and lives. For three years the student writes down his observations and reflexions and discusses them with his father, his school-mates, and his teachers. The principal exercise is the "Workshop" : the student is responsible for a particular crop or herd of animals and must experiment and innovate until he becomes economically self-sufficient and is ready to run his own farm. The central concept of this pedagogy is "Praxis", which attempts to show that the most traditional practices can inspire critical thought and experimentation.

The Socio-Educational District and Collective Educational Action

(Paul Demunter)

An original educational project has been set up in the region around Charleroi (Belgium) that is based on the idea of "socio-educational districts" and "collective educational action".

The district is defined as a structure, a place, a perspective and a method. Three main objectives are pursued in an attempt to overcome the weaknesses of the educational system : (1) to encourage better coordination of educational, social and cultural resources within a given community, (2) to promote equal opportunity by distributing resources according to a principle of positive discrimination, (3) to increase citizen participation in the production and management of educational and cultural resources.

This research-action project works on two levels. On the institutional level, the project tries to involve various community leaders in the district concept. On the level of the community itself, the project invests the major part of its energies and resources in promoting collective educational action. Work-groups are being set up which center the

education process around investigating practical problems experiences in the community rather than transmitting a predetermined stock of knowledge. Extensive interviews with the population have served as the starting point for the work of four task-forces which are investigating educational and job opportunities in the region.

**Adult Education in a Working Class Environment :
the Workers' University of Geneva**
(Pier Angelo Neri)

The Workers' University of Geneva was founded at the beginning of the century by union militants and progressive intellectuals who wanted to "interest the working class in culture". Financed in large part by the State and the City of Geneva, the WUG's efforts are oriented towards the more disadvantaged sectors of the population and include such activities as union education, literacy and French courses for immigrant workers and other cultural projects.

The author notes the absence of a clear educational policy for workers in Switzerland. The "social pact" concluded between management and union organisations makes the university's project seem all the more original but at the same time marginal in a context where education could be a motor for workers' struggles.

The People's Family Movement and the School
(XXX)

The PFM is composed of families or individuals from proletarian environments who are trying to find their place in a changing society. The PFM has published numerous studies and analyses that have resulted from the various debates within the movement. Papers include such topics as health insurance, housing, living conditions of workers as well as education.

A vast consultation process was set in motion by the members on this latter theme which resulted in a report entitled "The School in Question". During this process, parents got together to discuss the school system and began to wonder if it wasn't the school rather than their children that had problems. The impact of this project has been considerable not only on the members of the movement but on the schools of French-speaking Switzerland.

Stimulating Citizen Action through Books

(Michel Glardon)

"Les Éditions d'en bas" (Grassroots Publishers) seek to encourage the affirmation of the collective traditions and identity of proletarian culture as well as publicizing the conditions immigrant workers, women, juvenile delinquents or drug addicts and social workers hampered by rigid social and institutional restrictions.

The article describes the work, the objectives, the problems

and the political impact of this particular form of popular education.

Progress and Controversy in Great Britain
(Brian Groombridge)

The author presents a debate in which he and Sir Kenneth Barrill, chairman of a British Think Tank closely linked to government circles, discuss priorities in Adult Education. While Sir Kenneth argues forcefully to direct government priorities towards job retraining programmes, Mr. Groombridge favours a more all-encompassing education policy that can answer human needs other than job qualification.

**University Resources and Union Workers :
The Joint-Programme between University
and Labour Organizations**
(Michel Lizée)

The article describes a research and education programme undertaken jointly by the University of Québec in Montréal, (UQAM), the Confederation of National Trade Unions (CNTU) and the Québec Federation of Labour, (QFL). After explaining the origins of this programme, the author describes the general guidelines within which it operates. University resources are adapted to union needs (and not vice-versa). Research and education projects are set up and controlled by the unions. The author goes on to analyse the strong and weak points of the programme: the educational activities undoubtedly answer certain union needs but there are some pedagogical problems in adapting university resources; original and useful research has been done but is meeting some problems in getting more widely known. All in all however, the legitimacy and the specificity of the university's contribution to collective advancement is slowly but surely being recognized.

Union Education in the Quebec Federation of Labour
(Michel Blondin)

Union education in the main union organisation of Québec is run by the workers themselves. This is perhaps one of the most innovative aspects of the programme. Education is closely linked to union action and seeks the collective advancement of the workers. Drawing heavily on the knowledge and experiences that workers have of their own situation, the courses are offered to a wide range of shopfloor militants rather than attempting to furnish a highly specialized knowledge to a few individuals. In this way, education can reinforce the involvement of workers in their struggles.

Several examples serve to illustrate the type of work that is being done.

Union Education and the University (Julio Fernandez)

This article describes the difficult relations that exist between the University of Montréal and labour organizations in the field of popular education. After spending much effort in getting to know one another, the Continuing Education Faculty and the Quebec Federation of Labour were able to come to an agreement on how they could work together. The article describes the nature of this agreement and presents a preliminary evaluation of the first few months of this application.

The Elderly in Struggle (Michel Thiénot)

« The majority of Quebecers over 65 live on public assistance which falls far short of the poverty line. ... The elderly are particularly hard hit by the housing crisis. 94 % live at home, 85 % in cities, usually as tenants. The vast majority find it impossible to meet the rising costs of rent, maintenance, taxes and domestic services... » These are some of the stark facts mentioned in two Manifestos written by groups of elderly people.

The Manifesto on "The Economic Situation of Retired Persons" and the Manifesto "Growing old at Home" were prepared, written and published over a two year period, from 1977 to 1979. This process of consciousness raising by local groups of elderly people led to the creation of the Quebec Elderly Rights Association, (AQDR). A service contract was signed between a community association and the Collective Advancement Faculty of a Montreal University which provided certain institutional support necessary to launch the Association.

While it is clear that over the last twenty years, the elderly have increasingly become a "variable" in technocratic strategies of management, at the same time, it seems that it is possible to use institutional resources to support groups fighting to defend their collective rights and interests.

Militant Pedagogy: A look at two orientations in popular education (Monique Ouellette)

On the basis of her experiences and observations in education sessions with unions and citizens groups, the author notes that many workshop leaders, especially those that have been trained in universities, are insensitive to the political dimensions of their methods. While the political *content* may be quite clear, the power relationships that exist between the leader and the participants must also be considered as a political relationship. Certain conceptions of this relationship may or may not be in line with the objectives and content of the education sessions themselves.

The author then goes on to distinguish two general orientations of educational methods. The first is "vertical" and

is based on an authority relationship between the "educators" and the "students". The second is "horizontal" in that it is based more on cooperation and emphasizes the necessity for participants to assume a more active role in their own education. The political and pedagogical implications of each of these orientations are analysed in this article.

Update on literacy programmes in Québec (Jean-Paul Hautecoeur)

In this article the author presents a critical history of literacy programmes in Québec. Charitable organizations and more recently, government programmes have increasingly institutionalized a reductionist approach to the "treatment of the problem" of illiteracy.

After wading through a mass of descriptive material concerning the main projects that have been attempted over the last decade, the statistical descriptions of target groups and the various types of services offered, the author attempts to evaluate the results of these efforts. He concludes that progress is minimal.

So why is so much effort poured into literacy programmes? The effectiveness of these programmes lies perhaps less in their capacity to produce literate citizens and more in the effect they have in implementing certain forms of social control.

Literacy programmes in Pointe-St-Charles (Montréal) (Serge Wagner and Micheline Laperrière)

Over the last twelve years, the Popular Education Center has offered various literacy programmes in a working class neighbourhood of Montreal.

The article mentions the main factors that have influenced the political, theoretical and pedagogical thought within this important project.

The last part of the article (1978) describes in detail the methodology used and the results obtained.

Literacy programmes: Charity or Political Rights (Literacy Working Group, Toronto)

If literacy programmes seek the development and liberation of people, it is obvious that simply learning to read and write is not enough; the students must become more aware of the problems of the society in which they live and of ways that they themselves can tackle these problems.

To the extent that literacy programmes are seen as a political act and as a fundamental right, one can no longer look at things from a technical or methodological viewpoint. Content must be questioned. Learning to read and write is never a neutral process.

This article analyzes the main textbooks used in English Canada and notes the static, one-dimensional and individualistic reality that they portray. The society that these textbooks describe ignores conflicts and worships authority.

The Literacy Working Group of Toronto describes the methods and tools that it uses to develop a literacy programme oriented towards the living and working conditions of the community involved.

Sedengal: Learning for Change (Miguel Darcy de Oliveira)

Sedengal is a village in Guinea-Bissau. In this country, 90 % of the adult population is illiterate and a literacy programme has always been one of the main priorities in the political programme of the "African Party for the Independence of Guinea and the Cape Verde Islands".

The literacy programme is based on the following postulate: literacy can only mean something if it becomes a tool in daily life for learning more about one's environment and how to organize to change it. More specifically, the literacy programme must be useful in increasing production and helping to satisfy the basic collective needs of the people. Thus, the literacy programme is closely connected to the rural development and health education programmes as well as to the work of the political organizations of the people, (youth groups, women's groups and workers' groups).

This article describes the way these principles are applied in the village of Sedengal where the peasants are actors in an education process that help them change daily life in the whole community.

Resúmenes

La educación popular en Francia como testimonio de dos tradiciones (Jean-François Rodary)

La educación popular evoca en Francia una gran cantidad de actividades diversas y aún disparates, que tienen, sin embargo, como denominador común el buscar los modos para permitir el acceso al mayor número posible de ciudadanos, al pueblo, a la cultura, al conocimiento, y el control de su destino.

Ni dispersión total, ni monolitismo ideológico: la percepción realista de la historia de la educación parece ser el entrelazamiento histórico de dos tradiciones. La primera, « tradición republicana », está más orientada hacia objetivos sociales, y confiere prominencia al saber, a la producción y al progreso como medios de liberar al hombre. La segunda, « tradición comunitaria », está más relacionada al desarrollo de la persona, a su autonomía y a su libertad, y somete los procesos educativos a estos valores. Cada una de estas tradiciones se expresa en instituciones, agrupaciones, y temas de debate que les son propios. La relación recíproca es tal que su diferenciación es a veces difícil.

La noción de « formación permanente » y su apoyo legislativo reciente parecen relegar actualmente la educación popular a un rol marginal; pero la historia demuestra que la

From Dual Growth to Social Experimentation (François Dalbert)

The economic crisis is with us for a while to come. Unemployment is not going to be dropping off. These are some of the conclusions of an official report of the French government. The author suggests that this situation helps explain the efforts that are being poured in to finding ways of implementing a new social division of labour compatible with competitive status on international markets. Since there can be no question of drastically reducing the number of working hours for the employed, the government is forced to look for ways that can combine maximum performance in the areas exposed to international competition while at the same time dealing with large pockets of various types of more or less disguised unemployment.

This is why the advocates of a "dual society" try to encourage co-existence between conflicting sectors of the society. Through "social experimentation" they seek alternative forms of employment which can be the germs of a "new society".

If this type of "dualism" is unacceptable, on what conditions can we participate in the social experimentation that the present economic crisis is forcing on an ever larger number of workers?

educación popular tiene ambiciones que superan una formación general colectiva, y ello es precisamente la razón por la que se define como « popular ».

Educación popular y pedagogía militante (Colette Humbert, Jean Merlo)

No toda educación tiene un valor automático de liberación de las masas dominadas ni concurre necesariamente a su concientización. Las condiciones principales para alcanzar este objetivo son:

— el definir de modo más preciso las « masas populares » en los niveles económico, político e ideológico-cultural, para poder precisar el contenido y el método de una educación liberadora — la construcción de un nuevo conocimiento social a partir de la experiencia y de las condiciones de vida de las masas populares, conocimiento que es encuadrado en los contextos nacional e internacional;

— el precisar el tipo de militantes que serán los animadores-formadores de la educación popular, sus lazos con las organizaciones de lucha, y su situación en relación a las masas populares;

— el desarrollar la confrontación y la crítica entre los diversos organismos de formación que buscan el crear una pedagogía militante, para interrogarse mutuamente sobre los discursos ideológicos, las estrategias a largo plazo y las modalidades de la acción de cada grupo, para llegar así a una mayor eficacia respecto a los objetivos de una « auténtica educación popular ».

Los hogares familiares rurales (Pierre Idiart)

Creados en 1935, frutos del medio rural francés, los hogares familiares rurales han reinventado un método de educación popular muy semejante a aquél que ha suscitado el « Renacimiento escandinavo » del Siglo XIX. En lucha contra el éxodo rural, independientes del Estado y de la Iglesia con las que sin embargo colaboran, los hogares familiares rurales buscan ser algo otro que una escuela. Ellos utilizan con los jóvenes, a partir de los 14 años, métodos pedagógicos para adultos, que prefiguran los modelos de la « formación permanente » y de la « enseñanza programada ». El cuadro de esta pedagogía es la Alternancia : 18 semanas de clases al año, pero lo esencial de la formación es continuo, fuera de la escuela. El útil pedagógico de trabajo es el Cuaderno de explotación ; una monografía de la propiedad agrícola en la que vive y trabaja, que el joven redacta y discute con su padre, sus camaradas, sus maestros, y todo ello durante tres años. El ejercicio principal es el Taller : desde joven, el alumno asume la plena responsabilidad de un cultivo o de una cría de animales, en las que él experimenta e innova, hasta alcanzar la independencia económica que le permite el instalarse como jefe de empresa agrícola. El concepto central de esta pedagogía es la Praxis, que erige la práctica y del método experimental.

Distrito socio-educativo y acción colectiva de formación (Paul Demunter)

Una experiencia original de formación que se desarrolla en la región de Charleroi (Bélgica) se articula en torno a la problemática del « distrito socioeducativo » en vistas a un « acción colectiva de formación ».

El distrito está definido como una estructura, un lugar, un problemática y una práctica, y persigue tres objetivos esenciales, susceptibles de compensar las lagunas del sistema educativo : promover la articulación de los recursos educativos, sociales y culturales de las comunidades incluídas en él ; igualizar las oportunidades mediante una distribución de recursos según un principio de discriminación de recursos educativos y culturales.

El procedo seguido a Charleroi es el de una investigación-acción doble : por « arriba », se busca la implicación de los responsables de organizaciones, y de instituciones en la problemática del distrito, y « por abajo », encarnándose en la acción colectiva de formación, en la constitución progresiva de grupos de formación centrados en problemas vividos más que en un conjunto preestablecido de conocimientos, en un proceso

de entrevistas que han dado el material de base a cuatro comisiones de trabajo centradas sobre los problemas de la formación y del empleo en la región.

Educación de adultos en medio obrero : **la Universidad Obrera de Ginebra** (Pier-Angelo Neri)

La Universidad Obrera de Ginebra fué creada a principios de siglo por sindicalistas y por intelectuales progresistas para « interesar los medios obreros en la cultura ». Financiadas principalmente por el Estado y por la ciudad de Ginebra, las actividades se orientan primariamente a las capas sociales desfavorecidas, y comprenden tanto cursos de formación syndical como cursos de alfabetización y de francés para los trabajadores inmigrantes, así como actividades culturales varias.

El autor subraya la ausencia de una política de formación de trabajadores en Suiza, que, en el contexto de la « paz social » negociada entre las organizaciones sindicales y patronales, hace las actividades de la Universidad obrera parecer originales pero limitadas, si se piensa que la formación puede ser uno de los elementos motores de las luchas obreras.

El Movimiento Popular de Familias y la escuela (XXX)

El Movimiento Popular de Familias regrupa familias o personas de ambientes populares que buscan el hacerse un sitio en una sociedad en transformación. El Movimiento ha publicado numerosos estudios y análisis que son el fruto de los debates de sus miembros, ya sea sobre el seguro de enfermedad, la habitación, las condiciones de vida de los salaríados, o la escuela.

Es sobre este último tema que el Movimiento se ha movilizado en los últimos años en un vasto proceso de consultación y de encuesta entre los miembros y hecho por ellos, para llegar a la publicación de un informe, *La escuela en tela de juicio*. En este proceso, los padres han comenzado a osar analizar colectivamente la Escuela, y a pensar que tal vez era ella, y no sus hijos, la que no funcionaba. El impacto de este proceso ha sido considerable, tanto para los miembros como para las instituciones de la Suiza francesa, y el artículo describe el detalle del proceso de encuesta y de concientización.

Una experiencia de animación popular por el libro : **Las Ediciones de Abajo** (Michel Glardon)

Las Ediciones de Abajo quieren permitir la reconquista por los medios populares de su historia colectiva y la afirmación de su identidad. Ellas buscan también a dar a conocer la condición de los trabajadores inmigrantes, de las mujeres en lucha por la defensa de sus derechos, de los jóvenes delincuentes o toxicómanos, y también de los educadores especializados

confrontados a la rigidez de las normas sociales o institucionales.

El artículo describe el trabajo, los objetivos, los problemas de funcionamiento y el impacto político de esta forma de educación popular.

Progreso y controversia en Gran Bretaña

(Brian Groombridge)

El autor presenta un debate en el que él y Sir Kenneth Berrill, presidente de un consejo privado (Think Tank) estrechamente ligado al gobierno, discuten las prioridades para la educación de adultos. Mientras Sir Kenneth defiende la posición según la cual las prioridades deben orientarse hacia programas de reciclaje de la mano de obra, B. Groombridge defiende una política de educación más vasta, que puede responder a otras necesidades sociales que aquéllas exigidas por el mercado de trabajo.

Recursos universitarios y trabajadores sindicalizados : la experiencia de un programa conjunto universidad-sindicatos

(Michel Lizée)

El artículo describe un programa de formación y de investigación realizado conjuntamente por la Universidad de Québec en Montréal, la Confederación de Sindicatos Nacionales, y la Federación de Trabajadores del Québec. Después de explicar los orígenes del programa, el autor describe las principales características del programa, el cual está basado en una adaptación de los recursos universitarios a las necesidades de investigación o de formación del movimiento sindical, enmarcadas por las demandas sindicales y bajo su control. El autor continúa analizando los resultados, positivos y negativos, de la experiencia : actividades de formación que respetan el proceso sindical pero con un problema pedagógico de adaptación de los recursos universitarios; actividades de investigación orientada originales y útiles, pero con una difusión insuficiente; y el reconocimiento gradual de la necesidad, de la legitimidad y de la especificidad de la intervención universitaria en la promoción colectiva.

La formación sindical en la Federación de Trabajadores de Québec

(Michel Blondin)

La formación sindical en la principal central sindical del Québec es realizada por los mismos trabajadores. Está estrechamente ligada a la acción sindical, orientada a la promoción colectiva de los trabajadores, y es controlada y manejada por ellos. Utiliza sobre todo la experiencia y los conocimientos concretos de los trabajadores, y se orienta hacia una gran extensión de militantes sindicales de base, más bien que hacia una formación en profundidad restringida a un pequeño número de personas. El fin de esta formación es el de aprovechar la experiencia acumulada para generar una movilización y un compromiso de los trabajadores. El artículo precisa las características de esta formación, y la ilustra con ejemplos.

Formación sindical y universidad

(Julio Fernández)

El artículo describe las dificultades en la relación entre la universidad y los organismos sindicales. Después de varios esfuerzos de conocimiento mutuo y de acercamiento, se ha llegado a la firma de un convenio entre la Facultad de la Educación Permanente de la Universidad de Montréal y la Federación de Trabajadores del Québec. La descripción detallada del convenio y de sus características así como la evaluación de los primeros meses de funcionamiento completan el artículo.

De la parte de los jubilados y de los trabajadores de edad en lucha

(Michel Thiénot)

« La mayoría de los Québécois de más de 65 años vive en la actualidad bajo el límite de la pobreza, y tienen como principal ingreso los fondos públicos... Ellas son también las personas más duramente afectadas por la crisis habitacional. 94 % viven en su domicilio, 85 % viven en las ciudades, generalmente como arrendatarios... La gran mayoría no puede hacer frente a los costos exorbitantes de los arriendos, de la mantención, de los impuestos, de la falta de servicios a domicilio... » — tales son algunas de las constataciones de los dos Manifiestos escritos por colectivos de personas de edad, denunciando su situación en el Québec.

Los dos, *La situación económica de los jubilados, y Envejecer en su propia casa*, han sido preparados, escritos y publicados entre 1977 et 1979. Este proceso de autoconcientización y de movilización de grupos locales de jubilados y pre-jubilados ha llevado a la creación de una Asociación Québécoise para la defensa de los derechos de los jubilados. Facilitado por un convenio entre una asociación de barrio y un servicio de promoción colectiva de una facultad universitaria, este movimiento es también apoyado por equipos institucionales de intervención.

Pedagogía militante : dos procesos de educación popular

(Monique Ouellette)

Basada en su experiencia y sus observaciones durante sesiones de formación en sindicatos y grupos populares, el autor constata que muchos formadores, sobre todo los de formación universitaria, ven con claridad el aspecto político del contenido de la educación que realizan, pero son menos frecuentemente críticos del aspecto político de su pedagogía. La relación de poder que existe entre un formador y los participantes es sin embargo, una relación política, y traduce concretamente una visión de las relaciones sociales que puede ser o no coherente con los objetivos y con el contenido del trabajo de educación.

A partir de esta constatación, el autor distingue dos grandes tipos de proceso educativo. Uno es « vertical », y forja una relación de autoridad entre el formador y los formados ; el otro es « horizontal », esencialmente colectivo, y los participantes son los actores de su propia formación. El artículo analiza las

implicaciones pedagógicas y políticas de cada uno de estos procesos.

La alfabetización en el Québec (Jean-Paul Hautecoeur)

En este artículo, el autor realiza un análisis histórico y crítico de las actividades de alfabetización en el Québec. Las iniciativas primero privadas y luego gubernamentales han institucionalizado progresivamente el « problema » del analfabetismo, y luego las intervenciones reductivistas sobre este fenómeno, definido a continuación como « problema ».

Después de situar los principales proyectos y programas desarrollados en la última década, y de haber caracterizado estadísticamente la población analfabeta, y de haber identificado las formas diversas de servicios de alfabetización, desarrollados en función de la diversidad de poblaciones y de medios institucionales, el autor se interroga sobre el resultado de estas intervenciones, y concluye que los resultados son magros si no risibles.

Pero, entonces, ¿por qué encarnizarse en alfabetizar? La eficacia de la alfabetización, no debiera buscarse en el aumento de dependencia a la lengua y a su poder, fuente del consenso más fuerte al que un Estado pueda aspirar?

La alfabetización en Pointe St-Charles (Montréal) (Serge Wagner y Micheline Laperrière)

En el seno del barrio obrero de Pointe Saint-Charles, en Montréal, el Encuentro de educación popular, organismo establecido y controlado por los ciudadanos, ha organizado diversas sesiones de alfabetización en la última década. El artículo evoca las principales etapas que han estructurado la reflexión política y teórica, pedagógica y política de esta importante experiencia. En su última parte (1978), el artículo describe en forma detallada la metodología de intervención utilizada, y hace una evaluación de ella.

La alfabetización : Caridad o derecho político? (Literacy Working Group, Toronto).

Si el objetivo perseguido por la alfabetización es uno de liberación y de desarrollo integral de la persona, es evidente que el simple aprendizaje de la lectura y de la escritura es insuficiente : es necesario que los beneficiarios de la alfabetización lleguen a ser más conscientes de los problemas de la sociedad en la que viven, y del modo en que la solución de estos problemas exige un rol activo de su parte.

En la medida en que la alfabetización es percibida como un gesto político y como un derecho fundamental, no es posible concebirla de un punto de vista puramente técnico y metodológico : hay que interrogarse sobre el contenido que ella vehicula. Enseñar a leer y a escribir no es jamás una empresa « inocente ».

El artículo analiza las principales características de los manuales de alfabetización actualmente en uso en el Canadá

anglófono, y la imagen de una realidad estática, unidimensional e individualista que transmiten; la sociedad que describen ignora los conflictos y sacraliza la autoridad. El Literacy Working Group (Grupo de Alfabetización) de Toronto describe los métodos y los instrumentos que han utilizado para organizar un programa de alfabetización centrado en las necesidades de la comunidad, en sus condiciones de vida y de trabajo.

Sedengal : conocer para transformar (Miguel Darcy de Oliveira)

Sedengal es una aldea en Guinéa-Bissau. En este país, 90 % de la población adulta es analfabeta, y la urgencia de un programa de alfabetización ha sido siempre uno de los objetivos prioritarios en el programa político del « Partido africano por la independencia de la Guinea y de Cabo Verde ».

El programa de alfabetización reposa sobre la premisa que ésta no tiene sentido sino donde ella llega a ser un útil de trabajo en la vida cotidiana, permitiendo desarrollar un conocimiento de la realidad y organizarse para transformarla, es decir mejorar la producción y satisfacer las necesidades colectivas básicas. La alfabetización se articula así con el desarrollo rural y la educación sanitaria, así como con el trabajo de las organizaciones políticas de masas, como las de los trabajadores, de la juventud y de las mujeres.

El artículo describe la aplicación de estos principios en la aldea de Sedengal, donde los campesinos son los protagonistas de un proceso de formación en el cual la lectura y la escritura de la realidad contribuyen a transformar la vida cotidiana de toda la comunidad.

Del crecimiento dual a la experimentación social (François Dalbert)

La crisis económica perdurará, y también el desempleo ; un informe oficial del gobierno francés lo reconoce. Esta situación explica la multiplicación de investigaciones que buscan el definir, por medio de nuevas formas de división del trabajo, un compromiso social compatible con una integración competitiva en la división internacional del trabajo. Como no se plantea una disminución masiva de la duración del trabajo, no hay más que tratar de inventar fórmulas que puedan combinar la búsqueda de una rentabilidad máxima en el sector expuesto a la competencia internacional con la organización de vastos terrenos de estacionamiento de cesantes de diversos tipos. Es por ello que los promotores de una « nueva sociedad ».

Si el dualismo es socialmente inaceptable, bajo qué condiciones es lícito de participar en la experimentación social en la que las dimensiones de la crisis va a forzar un buen número de trabajadores?